

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
26 novembre 2021
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 24 novembre 2021, adressée au Président
du Conseil de sécurité par la Représentante permanente
de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le communiqué publié par le Front populaire pour la libération de la Saguía el-Hamra et du Río de Oro (Front POLISARIO) à la suite de l'adoption de la résolution [2602 \(2021\)](#) du Conseil de sécurité, par laquelle le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) a été prorogé jusqu'au 31 octobre 2022 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
(Signé) Mathu Joyini



**Annexe à la lettre datée du 24 novembre 2021 adressée
au Président du Conseil de sécurité par la Représentante
permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Communiqué publié par le Front populaire pour la libération
de la Saguía el-Hamra et du Río de Oro (Front POLISARIO)**

[Bir Lahlou (République arabe sahraouie démocratique), le 30 octobre 2021] Le 29 octobre 2021, le Conseil de sécurité a adopté la résolution [2602 \(2021\)](#), par laquelle il a décidé de proroger jusqu'au 31 octobre 2022 le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO).

Le Front POLISARIO dénonce énergiquement l'inaction et le silence lamentable du Conseil de sécurité, en particulier de certains de ses membres influents, reflétés dans la lettre et l'esprit de sa nouvelle résolution, qui constitue un revers majeur qui aura de graves conséquences sur la paix et la stabilité dans toute la région.

L'adoption de cette résolution marque également un retour malheureux au statu quo, car l'état de guerre qui règne dans le Territoire depuis le 13 novembre 2020 à la suite de la violation grave par le Maroc, État occupant, du cessez-le-feu de 1991 et des accords militaires y afférents, est complètement passé sous silence.

La résolution ne prévoyant aucune mesure concrète pour assurer la pleine exécution du mandat pour lequel la MINURSO a été créée par la résolution [690 \(1991\)](#) du Conseil de sécurité et bloquer fermement les tentatives du Maroc, État occupant, visant à légitimer par le fait accompli un régime colonial dans les territoires sahraouis occupés, c'est comme si on encourageait l'État occupant et qu'on le récompensait pour son intransigeance, son obstructionnisme et sa politique d'agression.

Au lieu d'adopter une approche équilibrée, transparente et impartiale qui lui permettrait de faire face avec fermeté aux nouvelles réalités sur le terrain, le Conseil a malheureusement choisi l'inaction habituelle, alors même que la situation est précaire et qu'elle pourrait gravement se détériorer.

Par conséquent, le Conseil de sécurité a déjà voué à l'échec la mission du nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental, M. Staffan de Mistura, compromettant ainsi gravement les chances de reprise du processus de paix, prolongeant l'impasse actuelle et laissant le champ libre à une nouvelle escalade et à de nouvelles tensions dans la région.

Face à l'inaction répétée du Conseil de sécurité, le peuple sahraoui, qui, il y a 30 ans, a opté pour une solution pacifique, déclare haut et fort qu'il n'a aujourd'hui d'autre choix que de poursuivre et d'intensifier sa lutte armée légitime pour défendre la souveraineté de son pays et assurer l'exercice de son droit inaliénable et non négociable à l'autodétermination et à l'indépendance.

Dans ce contexte, le 30 octobre 2019, conformément à la décision qu'il a prise de revoir sa participation au processus de paix mené au Sahara occidental sous l'égide de l'ONU, le Front POLISARIO entend prendre des mesures concrètes concernant sa participation au prétendu « processus politique » ainsi que la présence et le fonctionnement des observateurs militaires de la MINURSO déployés dans les territoires libérés de la République sahraouie.

Le Front POLISARIO réaffirme que le seul moyen réaliste et viable de parvenir à une solution pacifique, juste et durable menant à la décolonisation du Sahara

occidental est de permettre au peuple sahraoui d'exercer librement et démocratiquement son droit inaliénable et non négociable à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux principes de la légalité internationale et aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine.

À cet égard, le Front POLISARIO rappelle les bons offices conjoints de l'ONU et de l'OUA qui ont abouti au Plan de règlement, accepté par les deux parties, le Front POLISARIO et le Maroc, en août 1988, et approuvé par le Conseil de sécurité dans ses résolutions [658 \(1990\)](#) et [690 \(1991\)](#) adoptées à l'unanimité et portant création de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO).

Le Plan de règlement demeure le seul accord accepté par les deux parties et, par conséquent, le Front POLISARIO ne s'engagera dans un « processus politique » que s'il repose sur la réactivation de ce plan, conformément à la résolution [690 \(1991\)](#), dans laquelle le Conseil de sécurité a exprimé son plein appui aux efforts déployés par le Secrétaire général en vue de l'organisation et du contrôle, par l'Organisation des Nations Unies en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine, d'un référendum d'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

Le Front POLISARIO rappelle également que le cessez-le-feu de 1991 fait partie intégrante du Plan de règlement. Ainsi, il ne s'agit pas d'une fin en soi mais d'un moyen de créer les conditions de sécurité nécessaires à la tenue d'un référendum libre et équitable afin que le peuple du Sahara occidental puisse exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance sans contraintes militaires ou administratives.

Le Front POLISARIO déclare donc clairement qu'il n'y aura pas de nouveau cessez-le-feu tant que le Maroc, État occupant, poursuit, en toute impunité, ses tentatives d'imposer par le fait accompli un régime colonial dans les territoires occupés de la République sahraouie et d'entraver le référendum d'autodétermination du peuple du Sahara occidental.
